Union syndicale
Solidaires

Paris, 8 août 2018

Israël reconnaît officiellement son statut d'État d'apartheid

La Knesset, le parlement israélien, vient de voter une nouvelle loi constitutionnelle qui formalise ce que nous dénonçons dans les faits depuis de nombreuses années : un Etat d'apartheid.
La décision a été prise de définir l'Etat d'Israël comme un état juif qui fait des Palestinien-nes des citoyen-nes de seconde zone, et a enlevé à la langue arabe le statut de langue officielle.

Depuis 1948, l'égalité devait être la règle entre les Israélien-nes et les Palestinien-nes sur le territoire d'Israël, dans les faits cette égalité n'a jamais existé et les Palestinien-nes, Arabes israélien-nes n'ont jamais eu véritablement les mêmes droits.

Nous reproduisons ici, la déclaration de nos camarades du syndicat des travailleurs arabes, syndicat présent sur le territoire d'Israël et très actif en particulier dans les centres d'appels.

איגוד העובדים הערבים

نقابة العمال العرب

Arab Workers Union

(Registered N°: 58-0527612)

July 31st, 2018

La loi sur l'identité nationale – Israël reconnaît officiellement son statut d'État d'apartheid
Arab Workers Union, le 31 juillet 2018

La "loi sur l'identité nationale", récemment ratifiée par la Knesset israélienne, a déclenché une tempête aux niveaux local et international. Cette loi reconnaît le caractère juif de l'État, le droit à l'autodétermination et au retour exclusivement aux Juifs, et nie le droit des Palestiniens en Israël en tant que groupe autochtone palestinien vivant sur ses terres ancestrales. En outre, la loi stipule que seule la langue hébraïque est la langue officielle du pays et nie totalement la place de la langue arabe comme autre langue officielle, comme il était indiqué dans la Déclaration d'indépendance de l'État d'Israël.

31 rue de la Grange aux belles 75 010 Paris	Téléphone 33 1 58 39 30 20 Télécopie 01 43 67 62 14	contact@solidaires.org www.solidaires.org

La "loi sur l'identité nationale", adoptée par la Knesset en tant que loi fondamentale, a mis de côté beaucoup des bases qu'Israël avait prétendu adopter et respecter depuis sa création. La première est le renoncement aux termes de la déclaration d'indépendance qui promettait l'égalité entre tous les citoyens. La loi a aboli le droit fondamental à la dignité humaine et à la liberté des droits humains, abolition qui était déjà à l'œuvre sur le terrain, les racistes n'auraient pas eu le courage de renverser ces lois en ratifiant la "loi sur l'identité nationale".

Sur le plan politique, la "loi sur l'identité nationale" a abandonné la solution à deux États, et a même a sapé le droit d'Israël à exister en contredisant la résolution 181 du Conseil de sécurité de l'ONU. Elle a laissé tomber les accords d'Oslo dans la mesure où elle brûle toutes les cartes, ne laissant aux Palestiniens que la possibilité de revenir à la phase une. Pour les citoyens arabes dans la Palestine historique de 1948, la loi de coexistence et des deux États pour deux populations est sans importance. Il a été prouvé que nous devons d'abord garantir notre droit de vivre avant de demander à vivre.

Sur le terrain, légiférer sur ce texte est une reconnaissance officielle par la Knesset et le gouvernement israélien qu'Israël est un État raciste qui pratique l'apartheid sur la population palestinienne en Israël. Les Palestiniens des régions de Galilée, du Triangle et du Néguev sont bien conscients que depuis la Nakba en 1948, ils ont vécu sous un régime de discrimination et de racisme à travers des centaines de lois promulguées par les gouvernements israéliens successifs, notamment en ce qui concerne la confiscation des terres, la démolition de maisons, les systèmes de santé et d'éducation, et la politique de discrimination contre Les travailleurs palestiniens dans tous les lieux de travail, en particulier dans les "lieux de travail de sécurité" tels que les aéroports, les ports, la compagnie d'électricité, et certains postes gouvernementaux sensibles pour lesquels le service militaire est une «condition préalable» pour travailler.

La loi stipule explicitement que le racisme et l'apartheid sont légalisés et légitimés. Cela signifie que la loi sur l'identité nationale permet au régime d'apartheid en Israël de poursuivre sa politique de violation des droits humains, à commencer par les massacres contre les Palestiniens, et s'étendant à la confiscation de terres et aux démolitions de maisons, en particulier dans les villages et villes arabes comme dans la ville de Sakhnin le 23 juillet. Les travailleurs arabes travaillant dans des hôtels ou des restaurants israéliens à Tel Aviv ou dans toute autre ville ou village juif seront empêchés de parler leur langue maternelle arabe parce que la loi déclare que la langue hébraïque est la seule langue officielle du pays, tout cela au prétexte que la loi est explicitement tournée pour le seul bénéfice des Juifs. Cela signifie que nous faisons face à une nouvelle étape de confrontation entre les droits légitimes des Palestiniens et le régime d'apartheid colonial qui découle de la violation des droits humains des Palestiniens à tous les niveaux.

Face à cette nouvelle étape de confrontation avec le régime colonial sioniste dans la Palestine occupée de 1948, officiellement soutenu par l'impérialisme mondial, le peuple palestinien de la région de 1948, ainsi que dans les régions de 1967, est plus que jamais tenu de se préparer à une nouvelle stratégie de lutte dont les bases se confronteront à la nouvelle réalité, à vaincre la politique du régime d'apartheid sioniste, à travailler sur un programme national de confrontation qui comprenne tous les spectres des masses palestiniennes et toutes les forces nationales de toutes les affiliations idéologiques et politiques, et en plus qui devra recruter toutes les forces juives progressistes pour faire face aux nouvelles lois racistes ratifiées par le régime de l'apartheid sioniste.

Nous appelons tous les membres et amis des syndicats internationaux, les camarades et amis du peuple palestinien à se lever et à se joindre à ce stade critique de la confrontation, et à contester les nouvelles règles du régime d'apartheid en Palestine. Pour exprimer votre solidarité et votre soutien à cette campagne, contactez l'Arab Workers Union à Nazareth aux adresses ci-dessous.

Vive la classe ouvrière
Vive la lutte palestinienne contre le régime sioniste d'apartheid

---

Arab Workers Union-Nazareth
P.O. Box 2721, Nazareth, Zip code 16126, Israel
Dr. Suheir Khoury's Cell +972 (0)54 2030273 Email: suheirkh@gmail.com
Adv. Wehbe Badarne's Cell +972 (0)52 9633870 Email: arab.workers.union48@gmail.com